

DONNONS NOTRE TICKET

SE DÉPLACER N'EST PAS UN LUXE, LA SOLIDARITÉ N'EST PAS UN DÉLIT !

Le Gendarme court après Guignol et les TCL après les fraudeurs ! Portillons automatiques, descentes musclées et ultra fréquentes des contrôleurs, affiches contre la fraude qui appellent au "civisme" : **il y a de plus en plus de contrôles** et même les "amis" nous surveillent...

**Beaucoup d'argent dépensé pour faire la chasse aux pauvres !
Or très souvent, plus on est pauvre, plus on habite loin.**

Les tarifs TCL sont parmi les plus chers de France. Alors que se déplacer n'est pas un luxe mais une nécessité pour plein de gens qui ont peu de moyens, et pourtant pas droit à des réductions.

Et l'entreprise semi privée Sytral, qui gère les TCL, est-elle **vraiment bien placée pour nous donner des leçons de civisme ?** Quand on sait que son président Bernard Rivalta a été condamné pour des indemnités illégales de 161 000 € qu'il n'a jamais remboursées.. Et quand pour des intérêt politiques, on construit un tram pour le Grand Stade de Décines, sans intérêt direct pour les habitants.

Pendant ce temps, la desserte de l'hôpital Lyon sud est pratiquement inexistante, et les habitants des Minguettes ont attendu en vain le prolongement promis de la ligne D qui les aurait relié directement au centre de Lyon - lot de consolation : un tramway qui s'arrête à Jet d'Eau...

Nous pouvons choisir de rendre les TRANSPORTS EN COMMUN GRATUITS, comme l'école et l'éclairage public !

Ce serait une **étape essentielle pour nous débarrasser de la voiture en ville,** qui mange notre espace et notre oxygène.

Ces communes ont déjà des transports gratuits : Compiègne (Oise) depuis les années 70, Vitré (Ille-et-Vilaine), Châteauroux (Indre), d'autres encore.

Comment financer la gratuité ?

L'argent des TCL vient à 80% des impôts, des employeurs (et de la pub).

Seulement 20% (120 millions) viennent des tickets. On pourrait les remplacer :

- en économisant sur les contrôles et la vente des tickets (8 millions),
- mais surtout en augmentant la part des employeurs,
- et en renonçant à des projets qui encouragent encore la voiture comme le TOP (tronçon ouest périphérique, 2 milliards à lui seul).

Ce "prix de la gratuité" est à comparer avec le coût matériel, social et environnemental engendré par l'automobile et supporté par tout la collectivité.

EXIGEONS LA BAISSÉ DES TARIFS - BATTONS-NOUS POUR LA GRATUITÉ

**Montrons notre attachement à une politique tarifaire solidaire et juste :
Donnons notre ticket, censé être "non cessible"**

Collectif décroissance et politique
contact : lyonpenhague@laposte.net

*Avec le soutien du collectif pour
une ville sans voitures*

